

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES**  
**SOUS-DIRECTION DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE**  
**ET DE L'INNOVATION**  
**Bureau du droit de l'organisation judiciaire (OJI)**

Paris, le 19 décembre 2018

**DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET DU SCEAU**  
**SOUS-DIRECTION DU DROIT CIVIL**  
**Bureau du droit processuel et du droit social (C3)**

**DIRECTION DES AFFAIRES CRIMINELLES ET DES GRÂCES**  
**SOUS-DIRECTION DE LA JUSTICE PÉNALE GÉNÉRALE**  
**Bureau de la politique pénale générale (E1)**

Circulaire ☐ Note ☒

LA GARDE DES SCAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

A

MONSIEUR LE PREMIER PRESIDENT DE LA COUR DE CASSATION  
MONSIEUR LE PROCUREUR GENERAL PRES LADITE COUR  
POUR INFORMATION

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREMIERS PRESIDENTS DES COURS D'APPEL  
MESDAMES ET MESSIEURS LES PROCUREURS GENERAUX PRES LESDITES COURS  
MONSIEUR LE PRESIDENT DU TRIBUNAL SUPERIEUR D'APPEL  
MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE PRES LEDIT TRIBUNAL  
POUR ATTRIBUTION

N° NOR : JUSB1833465N

Mots-clés : Accès aux décisions de justice ; copie ; tiers ; procédure civile ; procédure pénale

Titre détaillé : Relative à la communication de décisions judiciaires civiles et pénales aux tiers à l'instance

Textes sources :

- Articles 1435 à 1441 du code de procédure civile ;
- Articles R. 156 et R. 165 du code de procédure pénale ;
- Loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un juge de l'exécution et relative à la réforme de la procédure civile.

Publication : BO : ☒ INTRANET - *permanente* : ☒

## Modalités de diffusion

Diffusion assurée par les chefs de la Cour de cassation et de cour d'appel

**PIECES JOINTES : 2 annexes**

DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES  
LE DIRECTEUR

DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET DU SCAU  
LE DIRECTEUR

DIRECTION DES AFFAIRES CRIMINELLES ET DES GRÂCES  
LA DIRECTRICE

Paris, le 19 décembre 2018

LA GARDE DES SCAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

A

MONSIEUR LE PREMIER PRÉSIDENT DE LA COUR DE CASSATION  
MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL PRÈS LADITE COUR

POUR INFORMATION

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREMIERS PRÉSIDENTS DES COURS D'APPEL  
MESDAMES ET MESSIEURS LES PROCUREURS GÉNÉRAUX PRÈS LESDITES COURS

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL SUPÉRIEUR D'APPEL  
MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE PRÈS LEDIT TRIBUNAL

POUR ATTRIBUTION

**OBJET : Note relative au traitement des demandes de copie de décisions judiciaires émanant de tiers à l'instance**

**P.J. : 2 annexes**

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions de délivrance de copie de décisions de justice par les greffes judiciaires aux tiers à l'instance.

## SOMMAIRE :

1. Les décisions de justice communicables aux tiers
  - 1.1. En matière civile
  - 1.2. En matière pénale
2. La procédure de communication des décisions de justice aux tiers
  - 2.1. La compétence des agents de greffe
  - 2.2. La demande de communication
  - 2.3. La forme de la communication
  - 2.4. Le contenu de la communication
  - 2.5. Le suivi de la communication
  - 2.6. Le recours à l'encontre d'un refus de communication
3. Le traitement des demandes de masse

## ANNEXES :

Tableaux présentant les exceptions à la publicité des décisions rendues en matière civile et pénale

L'accès aux décisions de justice rendues par les juridictions de l'ordre judiciaire participe à la mise en œuvre du principe de publicité de la justice établi au premier paragraphe de l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Toutefois, ce principe doit être concilié avec d'autres exigences comme la protection de l'ordre public, le droit au respect à la vie privée et la protection des données à caractère personnel, également d'origine conventionnelle ou constitutionnelle.

Il résulte ainsi de cet équilibre que le droit français a défini une pluralité de règles spécifiques pour encadrer l'accès des tiers aux décisions de justice.

### **1. Les décisions de justice communicables aux tiers**

#### **1.1. En matière civile**

En matière civile, le principe de l'accès des tiers à la décision est posé à l'article 11-3 de la loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un juge de l'exécution et relative à la réforme de la procédure civile qui dispose que les tiers peuvent se faire délivrer copie des jugements lorsqu'ils sont prononcés publiquement.

C'est ainsi le caractère public du jugement qui confère aux tiers le droit de s'en faire délivrer une copie par le greffe de la juridiction.

Les règles de publicité des décisions de justice sont posées à l'article 11-2 de la loi du 5 juillet 1972 précitée qui dispose que « les jugements sont prononcés publiquement sauf en matière gracieuse ainsi que dans celles des matières relatives à l'état et à la capacité des personnes qui sont déterminées par décret » et que « les arrêts de la Cour de cassation sont prononcés publiquement ».



Ces dispositions sont reprises à l'article 451 du code de procédure civile, applicable à toutes les juridictions, sauf dispositions spéciales, qui prévoit que « *les décisions contentieuses sont prononcées en audience publique et les décisions gracieuses hors la présence du public, le tout sous réserve des dispositions particulières à certaines matières* » et que « *la mise à disposition au greffe obéit aux mêmes règles de publicité* ».

Pour la Cour de cassation en particulier, ces dispositions figurent à l'article 1016 du même code qui énonce, en son troisième alinéa, que « *les arrêts sont prononcés publiquement notamment par mise à disposition au greffe* ».

Le principe de publicité des décisions rendues en matière civile connaît toutefois de nombreuses exceptions, tenant pour l'essentiel à la matière gracieuse des affaires et à l'état des personnes, dont le tableau présenté en annexe 1 propose une liste ne prétendant pas à l'exhaustivité.

## 1.2. En matière pénale

S'agissant de la matière pénale, les décisions sont, par principe (voir tableau des dispositions établissant des exceptions à la publicité des décisions rendues en matière pénale en annexe 2), prononcées publiquement.

Cette publicité implique un droit d'accès des tiers à la décision de justice.

L'accès des tiers aux décisions pénales est régi par l'article R. 156 du CPP qui dispose, en son premier alinéa, que « *en matière criminelle, correctionnelle ou de police, aucune expédition autre que celle des arrêts, jugements, ordonnances pénales définitifs et titres exécutoires ne peut être délivrée à un tiers sans une autorisation du procureur de la République ou du procureur général* ». L'alinéa 3 de l'article R.156 du CPP prévoit que « *dans les cas prévus au présent article et à l'article précédent, si l'autorisation n'est pas accordée, le magistrat compétent pour la donner doit notifier sa décision en la forme administrative et faire connaître les motifs du refus* ».

Aussi, au terme de cet article les expéditions d'arrêts, jugements et ordonnances pénales définitifs ainsi que les titres exécutoires peuvent être délivrés à des tiers sans autorisation préalable du procureur de la République ou du procureur général.

Au contraire, toute délivrance de décisions non définitives (décisions frappées d'appel ou de pourvoi ou dont le délai d'appel ou de pourvoi n'est pas expiré) doit faire l'objet d'une autorisation du procureur de la République ou du procureur général.

Le refus de délivrance est une décision administrative qui doit être motivée.

Il peut être souligné qu'aucune obligation particulière de pseudonymisation n'est prescrite par l'article R. 156 du code de procédure pénale y compris pour la délivrance de copies de décisions non définitives.

En revanche, diverses dispositions légales particulières prévoient des restrictions à la publication des décisions, comme l'illustre le tableau en annexe 2 bis.

## **2. La procédure de communication des décisions de justice aux tiers**

### **2.1. La compétence des agents de greffe**

L'article R. 123-5 du code de l'organisation judiciaire dispose que la conservation des minutes et la délivrance des expéditions sont de la responsabilité du directeur de greffe.

Aux termes de l'article R. 123-7 du même code, il « *peut désigner sous sa responsabilité un ou plusieurs agents du greffe* » à cet effet.

Il convient ainsi de s'assurer en premier lieu de la désignation régulière des agents du greffe en charge de la délivrance des expéditions de minutes.

### **2.2. La demande de communication**

Le demandeur à une copie de décision de justice pourra saisir le greffe de la juridiction qui a rendu cette décision, soit :

- par lettre simple ou lettre recommandée avec accusé de réception, ou,
- par l'intermédiaire d'un formulaire Cerfa disponible sur le site [www.justice.fr](http://www.justice.fr).

Il convient d'inviter les demandeurs qui n'utiliseraient pas le formulaire Cerfa, à mentionner toutes les informations nécessaires à l'identification de la décision dont il est demandé copie (références de la décision, identification des parties), ainsi que l'identité et la qualité du demandeur.

En revanche, les demandes de copie de décisions pénales soumises à accord préalable du procureur de la République ou du procureur général doivent lui être soumises directement par écrit.

### **2.3. La forme de la communication**

S'agissant des transmissions de jugements non sériels, et à titre transitoire jusqu'à la mise en place effective de la plateforme PLEXE, les décisions de justice pourront être adressées par voie électronique, les décisions communiquées devant immédiatement être supprimées des éléments envoyés.

La communication des décisions de justice peut par ailleurs s'effectuer par voie papier.

### **2.4. Le contenu de la communication**

Conformément aux dispositions spéciales des articles 1082-1 du CPC s'agissant des jugements de divorce, et 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse s'agissant des procès en diffamation lorsque l'imputation concerne la vie privée de la personne, et plus généralement, à une pratique des juridictions, lorsque les débats ont lieu en chambre du conseil, il est recommandé de délivrer, pour les tiers, une copie de décision se limitant au seul dispositif du jugement, quant à lui prononcé publiquement.

L'article 19 de la loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice entend asseoir cette pratique en introduisant à l'alinéa 2 de l'article 11-3 la disposition suivante : « *la copie est limitée au dispositif lorsque le jugement est rendu après débats en chambre du conseil* ».

### **2.5. Le suivi de la communication**



Toutes les expéditions des décisions de justice délivrées, que ce soit en matière civile ou en matière pénale, doivent faire l'objet d'une mention marginale sur l'original de la décision.

## 2.6. Le recours à l'encontre d'un refus de communication

En cas de refus de délivrance d'une copie par le greffier, l'intéressé peut saisir le président du tribunal de la juridiction concernée conformément à l'article 1441 du code de procédure civile.

En cas de refus de délivrance d'une copie par le procureur de la République ou par le procureur général, un recours administratif peut être exercé.

## **3. Le traitement des demandes de masse**

La diffusion de décisions en masse répondant à des demandes dont il est manifeste qu'elles ne portent pas sur une ou plusieurs affaires en particulier mais sur la jurisprudence de la juridiction dans une ou plusieurs matières sera en principe évitée.

Le refus pourra trouver son fondement dans des considérations liées à l'objectif de valeur constitutionnelle de bonne administration de la justice et à la protection des données à caractère personnel.

D'une part, il se déduit en effet des exigences de bonne administration de la justice qu'il ne saurait être donné suite à des demandes qui auraient pour objet ou pour effet de désorganiser le service du greffe de la juridiction, du fait notamment de la fréquence, de la masse ou de l'éloignement des archives permettant de traiter cette demande. Il revient en effet au directeur de greffe d'apprécier la gestion de ces demandes au regard de leur impact sur l'organisation des services du greffe et sur l'activité des agents désignés (cf. 2.1).

D'autre part, la délivrance massive de décisions est susceptible de porter atteinte à la protection des données à caractère personnel. Les décisions de justice comportent notamment des données dont le traitement est strictement encadré par les articles 8 et 9 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles pour tirer les conséquences de l'entrée en vigueur du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Les articles 8 et 9 précités n'autorisent ainsi les traitements des données sensibles ou de nature pénale contenues dans les décisions de justice que lorsque ces décisions ont été diffusées sur le fondement de l'article L. 111-13 du code de l'organisation judiciaire, c'est-à-dire en ligne et pseudonymisées, sous réserve que ces traitements n'aient ni pour objet ni pour effet de permettre la réidentification des personnes concernées, et non lorsque des copies de décisions sont délivrées directement et de manière massive par les greffes.

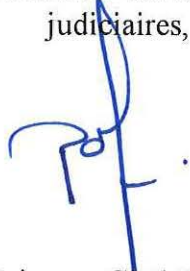
La non-applicabilité de l'article L. 111-13 précité sur l'*open data* des décisions de justice faute de décret à cet effet ne saurait ainsi être contournée par un procédé de diffusion massive qui n'offrirait pas les garanties utiles à la protection des données à caractère personnel.

\* \*

\*

Nous vous saurions gré de bien vouloir assurer la diffusion de la présente note auprès de l'ensemble des juridictions concernées et de nous tenir informés de toute difficulté qui pourrait survenir dans sa mise en œuvre sous le timbre de la direction des services judiciaires – sous-direction de l'organisation judiciaire et de l'innovation – bureau du droit de l'organisation judiciaire – courriel : [oji1.dsj-sdoji@justice.gouv.fr](mailto:oji1.dsj-sdoji@justice.gouv.fr).

Le directeur des services  
judiciaires,



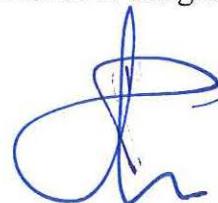
Peimane GHALEH-  
MARZBAN

Le directeur des affaires civiles  
et du Sceau,



Thomas ANDRIEU

La directrice des affaires  
criminelles et des grâces,



Catherine PIGNON